

ARRETE DU MAIRE  
PORTANT PERMISSION DE VOIRIE

N°ST 2023\_402

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

**VU** la demande en date du 06 novembre 2023, par laquelle l'entreprise JACQUES RIVAL ENVIRONNEMENT, 227 impasse Vinay Sud, 38470 VINAY, représentée par Monsieur CROCE François, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour effectuer des travaux d'élagage des platanes de la Place d'Armes les 15 et 16 novembre 2023 pour le compte de la Mairie,

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code des Collectivités territoriales,

**VU** le Code de la voirie routière,

**VU** le Code pénal,

**VU** la Loi N°82.213 du 02 Mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des départements et régions,

**VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992,

**CONSIDERANT** que pour permettre l'exécution de ces travaux et d'assurer la sécurité des ouvriers chargés de leur réalisation et des usagers de la voie, il y a lieu d'arrêter les dispositions suivantes :

**A R R E T E**

**Article 1 - Autorisation** : Les 15 et 16 novembre 2023, le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public de la Place d'Armes comme énoncé dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

**Article 2 - Restriction de stationnement et de circulation** :

- Les 15 et 16 novembre 2023, l'arrêt et le stationnement seront interdits sur tous les emplacements de la Place d'Armes rouge (autour du kiosque).
- Les véhicules en infraction seront susceptibles d'être verbalisés, puis de faire l'objet d'un enlèvement immédiat pour mise en fourrière, conformément aux articles R 417-10 et R325-12 du Code de la Route. Les véhicules seront alors remisés dans les locaux de la société « SAM DEPANNAGE de MARCILLOLES » comme le prévoit la convention contractée entre la mairie de Saint-Marcellin et la société susnommée.

**Article 3 - Sécurité et signalisation** : La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, sous contrôle des services de la commune, par l'entreprise chargée du chantier. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée.

La signalisation permanente sera adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation temporaire.

**Article 4 - Responsabilité** : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'organisation de cette manifestation ou de l'installation de ses biens mobiliers. Les droits des tiers demeurent expressément réservés.

**Article 5 - Validité, et renouvellement de l'arrêté** : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à l'indemnité. Elle devra être présentée par son titulaire à toute réquisition des services de police.

**Article 6 – Publication, affichage et diffusion** : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Monsieur le Directeur Territoire Sud Grésivaudan, Madame la Directrice générale des services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, l'entreprise chargée des travaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

**Article 7 – Recours** : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,  
Le 6 novembre 2023,

**Le Maire,**  
**Raphaël MOCELLIN,**

Pour le Maire et par délégation,

**La Cheffe de service Espaces Publics,**  
**Gwenaëlle LAMY**

